

Décruie fragile des hospitalisations et des entrées en réanimation

Stéphane Foucart

Dans son point hebdomadaire, Santé publique France observe un reflux de l'épidémie et la persistance de fortes disparités territoriales

La décrue est franche, mais la circulation du nouveau coronavirus demeure intense sur le territoire français. L'agence Santé publique France (SPF) a rendu, jeudi 6 mai tard dans la soirée, son point épidémiologique hebdomadaire pour la semaine du 26 avril au 2 mai et confirme l'effet du troisième confinement sur le déclin du Covid-19.

Tous les indicateurs nationaux confirment ce reflux. Par rapport à la semaine précédente, l'incidence a chuté de 20 % et pointe à 241 nouveaux cas pour 100 000 habitants. Les hospitalisations et admissions en soins intensifs pour cause de Covid-19 ont perdu respectivement 13 % et 18 %. Reste qu'au cours de cette semaine, 1 995 personnes sont mortes des suites de la maladie et, au 4 mai, 5 504 patients touchés par le Covid étaient toujours en soins intensifs. Un chiffre du même ordre que celui atteint au sommet de la deuxième vague, à la mi-novembre 2020.

Les disparités territoriales demeurent fortes. Ile-de-France, Hauts-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont les régions les plus touchées. L'Ile-de-France affiche de loin l'incidence la plus élevée, avec 362 nouveaux cas pour 100 000 habitants au cours de la semaine – le seuil d'alerte étant fixé à 250 cas incidents pour 100 000 habitants.

« Nous sommes dans une situation contrôlée, avec une décrue qui s'accélère, mais cela est encore dû à l'inertie du troisième confinement, estime l'épidémiologiste Mircea Sofonea, de l'université de Montpellier. Pour le moment, seuls les élèves du primaire ont eu l'occasion d'augmenter leur taux de contact. Et pour commencer à voir l'effet que cela aura sur la population générale, il faut attendre plusieurs cycles d'infections : le temps que les enfants se contaminent entre eux, puis qu'ils contaminent leur entourage. »

La réouverture des établissements scolaires se voit cependant déjà dans les données de SPF. *« La réouverture des écoles maternelles et primaires le 26 avril a eu un impact à la hausse sur le nombre de cas ayant fréquenté le milieu scolaire, précise l'agence dans son bulletin, ainsi que sur le nombre de contacts à risque chez les moins de 10 ans. »* Le nombre de personnes touchées par la maladie ayant fréquenté le milieu scolaire, soit 2 755 cas, a plus que quintuplé par rapport à la semaine précédente, selon SPF.

Modélisations

L'immunité collective reste loin. SPF publie dans son bulletin les données de son enquête de séroprévalence sur la semaine du 8 au 14 février : selon les résultats présentés, la proportion de personnes séropositives pour le SARS-CoV-2 était alors estimée à 13,2 %. *« Cette séroprévalence est en progression régulière, mais le niveau atteint confirme que seule une vaccination de masse permettra d'atteindre rapidement une immunité collective susceptible d'influencer très favorablement la dynamique de l'épidémie »,* estime l'agence. Au 4 mai, 24,5 % des Français avaient reçu au moins une dose de vaccin, près de 11 % ayant reçu les deux doses. Cela représente, précise SPF, des proportions respectives de 31,3 % et 13,9 % de la population adulte. Les experts estiment ce taux à 90 % pour atteindre l'immunité collective et « éteindre » ainsi la circulation du virus. Fin avril, l'enquête CoviPrev menée par SPF montrait que seuls 56 % des Français interrogés non encore vaccinés souhaitaient recevoir le vaccin *« dès que possible »*.

Selon les données de SPF, le variant britannique domine largement sur le territoire français, comptant pour près de 81 % des virus retrouvés sur des personnes infectées – les variants brésilien et sud-africain comptant, à eux deux, pour environ 5,5 % en moyenne.

La décrue de la maladie va-t-elle se poursuivre ? La question se pose de manière d'autant plus aiguë, rappelle M. Sofonea, « *qu'en termes d'occupation des services de soins critiques le déconfinement a été lancé alors qu'on se situait au-dessus du pic de la deuxième vague* ». Dans une brève étude tout juste publiée dans la revue *Anaesthesia Critical Care & Pain Medicine*, M. Sofonea et ses collègues ont testé une situation fictive dans laquelle le troisième confinement ne serait pas levé : dans ce cas, le modèle des chercheurs prévoit une lente décrue qui n'aboutirait que courant juin au seuil des 3 000 patients Covid hospitalisés en unité de soins intensifs.

« En tenant pour acquis le déconfinement en cours, nous avons ensuite considéré deux scénarios plafonds : le premier dans lequel les interactions sociales se situeraient à leur niveau d'octobre 2020, le second dans lequel elles seraient légèrement renforcées, explique M. Sofonea. Dans le premier scénario, on resterait autour de 5 000 patients Covid en soins critiques en mai-juin avant d'en redescendre. Dans le second, on commencerait à voir la courbe remonter début juin pour aller vers 7 000 à 8 000 malades en soins critiques en juillet. »

Ces modélisations, ajoute le chercheur, reposent sur des hypothèses optimistes sur la poursuite de la vaccination, et en l'absence de variants échappant à l'immunité induite par les vaccins. Elles n'ont toutefois pas pris en compte d'éventuelles mesures de « régionalisation » de la levée en cours des restrictions. « *Il faut toujours avoir à l'esprit que nos modèles ne prétendent pas prédire ce qui va se produire*, souligne M. Sofonea, *mais à évaluer le potentiel de rebond de la maladie. Ce que nous mettons en évidence, c'est que ce potentiel est toujours présent et sa non-réalisation relève encore de nos choix collectifs.* »